

Les violences policières doivent s'arrêter

à Notre Dame des Landes

Depuis le début de la semaine, **le gouvernement et le chef de l'État ont choisi clairement la violence pour exterminer toute tentative de maintien d'expériences alternatives à Notre Dame des Landes.** Les premières discussions entamées avec les représentant-es de l'état n'était qu'un leurre. Comme ne sont qu'un leurre, les pseudo concertations qui ont lieu entre la direction de la SNCF et les organisations syndicales alors que les députés votent les transformations annoncées de l'entreprise et ces conséquences sociales et de casse du service public.

C'est la même violence qui s'exerce dans les facs pour mater toutes contestations des décisions gouvernementale de tri sélectif pour prétendre à des études supérieures.

C'est la même violence qui s'exerce à l'encontre des migrant-es ou dans les quartiers populaires sans aucune autre solution que la répression alors l'état de droit devrait commencer par le rétablissement des services publics.

Cette violence d'État est là pour imposer le monde libéral, individualiste, inféodé aux marchés financiers contre celles et ceux qui agissent collectivement pour un idéal de liberté, d'égalité et de solidarité.

L'urgence face au déchainement de violence étatique à Notre Dame des Landes est de converger massivement sur la Zad à Notre Dame des Landes pour exiger l'arrêt de l'intervention militaire, permettre une reprise du dialogue et assurer l'avenir de la Zad.

Au troisième jour de l'opération policière d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des Landes, les équipes médicales présentes sur place dénombrèrent plus de 100 blessés dont : 15 blessures au Flashball, 16 blessures suite à des tirs tendus de grenades lacrymogènes à la tête, 22 blessures liées à des explosions de grenades (éclats qui entrent profondément dans la peau entaillant nerfs et tendons). D'autres blessures telles que troubles auditifs ou blessures diverses à la tête ont également été recensées. On compte trois journalistes parmi les blessés.

Ce climat n'est pas sans rappeler celui qui avait conduit à la mort de Rémi Fraisse à Sivens, en 2014. Les forces de l'ordre tirent dans la foule avec **des armes qui ont déjà prouvé qu'elles pouvaient provoquer des séquelles irréversibles voire être létales.**

Le choix de la répression plutôt que le dialogue avec l'ensemble du mouvement social qui se dessine est un danger pour notre société : **nous demandons que cesse la violence déployée par l'Etat, que rien ne justifie.**

Les syndicats nationaux de journalistes ont également condamné l'atteinte à la liberté d'informer et la volonté claire de contrôle de l'information par les forces de l'ordre, constatant que les seuls reporters autorisés à se déplacer sur le site et à filmer les évacuations sont une dizaine de gendarmes dotés de dossards "Presse", et équipés de caméras.

Nous appelons le gouvernement à revenir à la raison et entendre les multiples appels lancés par le mouvement sur place et par d'autres à mettre un terme à l'opération militaire et à entendre l'appel au dialogue exigé depuis l'abandon de l'aéroport, et ce avant qu'un nouveau drame n'arrive.

Solidaires est signataire du communiqué unitaire :

350.org, Agir pour l'Environnement, Alternatiba, Alternative libertaire, ANV-COP21, ATTAC, Bizi !, Centrale Démocratique Martiniquaise Des Travailleurs, Centre International de Culture Populaire, Climat Social, Collectif Justice et Vérité pour Ali Ziri, Collectif malgré tout, Collectif Rouges-Verts-Bleus, Collectif Urgence Notre Police Assassine, Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan), Confédération Paysanne, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes France, CRID, Droit Au Logement, Droits devant !, Écologie sociale, EELV, Ensemble !, le Collectif national des syndicats CGT de VINCI, Immigration Développement Démocratie, Greenpeace France, Mouvement de la paix, Le Réseau Initiatives Pour un Autre Monde, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti de Gauche, Réseau Études Décoloniales, Sciences Po Zéro Fossile, Sortir Du Colonialisme, Syndicat national des Journalistes CGT (SNJ-CGT), Transnational Institute, Union Juive française pour la Paix, Union Syndicale Solidaires